



Les investissements de la BEI en Afrique centrale

La Banque européenne d'investissement est active en Afrique centrale depuis 1965. À ce jour, elle y a investi plus de 1,3 milliard d'EUR (853 milliards de XAF) dans plus de 130 projets distincts. Pour se rapprocher de ses clients, actuels et potentiels, et de ses partenaires dans la région, ainsi que des collègues de la délégation de l'UE, la Banque a ouvert un bureau régional pour l'Afrique centrale à Yaoundé, au Cameroun, en octobre 2016.

Des résultats tangibles

La BEI, le bras financier de l'Union européenne, a pour actionnaires les États membres de l'UE. Son rôle en Afrique centrale est d'accorder des financements en faveur de projets viables qui respectent ses normes et soutiennent les grands objectifs et les stratégies régionales de l'UE. La BEI catalyse des investissements et obtient des résultats tangibles sur le terrain et des effets positifs sur la vie des populations. Ses grandes priorités sont le développement du secteur privé, les infrastructures de base et essentielles, l'action en faveur du climat et l'intégration régionale. Actuellement, elle mène ses opérations dans le cadre du mandat de Cotonou, qui lui permet d'investir en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique tout en bénéficiant d'une garantie spéciale des États membres de l'UE.





Depuis l'entrée en vigueur de ce mandat en 2000, la BEI a investi près de 540 millions d'EUR (354 milliards de XAF) dans 22 projets en Afrique centrale. Par ailleurs, elle soutient la mise en œuvre des objectifs de développement durable et est déterminée à coopérer avec ses partenaires, nouer de nouvelles relations et mobiliser davantage d'investissements dans l'optique de la réalisation de ces objectifs à l'échelle mondiale d'ici à 2030.

Des bases solides

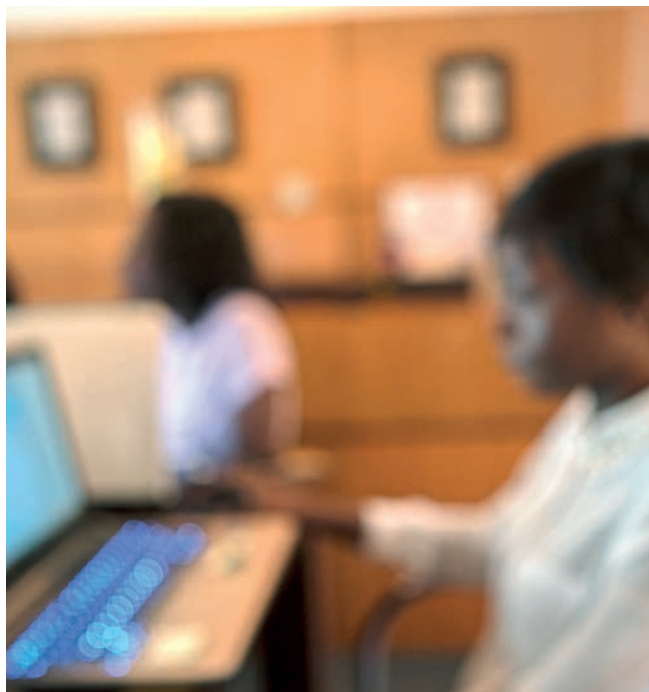
Soutenir le secteur privé est le moyen le plus efficace de créer des emplois de qualité et de promouvoir un développement économique durable pour des populations jeunes et croissantes. Toutefois, pour permettre aux petites entreprises de prospérer, certaines conditions s'imposent. C'est pourquoi la BEI investit dans le renforcement des capacités des secteurs financiers, tant pour combler les déficits de financement des entreprises que pour accroître les compétences des institutions financières. En général, elle propose des prêts plus souples et à échéances plus longues que ceux disponibles sur le marché commercial et favorise ainsi la diversification économique. Elle prête aussi directement à de grandes entreprises qui souhaitent développer leurs activités en Afrique centrale ou s'implanter dans les huit pays de la région.

En finançant des projets d'infrastructure, dans la production d'énergie durable, la distribution d'électricité, l'approvisionnement en eau, l'assainissement et les transports par exemple, la BEI et ses partenaires jettent les bases du développement économique. En outre, la Banque investit dans les infrastructures de TIC et les technologies mobiles, qui revêtent une importance capitale pour les populations tant urbaines que rurales.

Des investissements verts et inclusifs

Les changements climatiques représentent l'un des plus grands défis mondiaux de notre époque et les pays d'Afrique centrale sont très vulnérables à leurs effets. La BEI, en tant que premier bailleur de fonds au monde pour les projets liés au climat, a fait de l'action en faveur du climat une priorité et s'est engagée à porter la part de ses investissements relatifs à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à leurs effets de 25 % à 35 % du volume total de ses prêts à l'extérieur de l'UE d'ici à 2020. Elle soutient notamment des projets portant sur des énergies propres (atténuation), mais aussi des opérations visant à moderniser des infrastructures d'eau et de transport ou à relier davantage de personnes à des infrastructures modernes de distribution d'électricité (adaptation).

La BEI s'attache également à investir dans des projets qui favorisent l'intégration régionale. À cette fin, elle peut faire intervenir le secteur financier, en accordant à des banques et à des institutions financières des lignes de crédit destinées à des bénéficiaires multiples, mais aussi financer des infrastructures physiques dans le cadre de projets régionaux. Il peut s'agir d'installations énergé-



Boost Africa

La BEI s'est associée à la Banque africaine de développement et à la Commission européenne et a investi 50 millions d'EUR (33 milliards de XAF) pour lancer Boost Africa. Cette initiative qui vise à apporter des financements et des conseils aux entrepreneurs africains actifs dans les secteurs des technologies et de l'innovation fait figure de pionnière dans le paysage du développement en Afrique. Les secteurs ciblés sont l'agroalimentaire, les services financiers, les soins de santé et les énergies renouvelables. Elle est ouverte aux fonds qui opèrent dans les pays partenaires de la BEI dans toute l'Afrique et donnera un véritable élan au secteur naissant du capital-risque.

Dotée d'une enveloppe de 250 millions d'EUR (164 milliards de XAF), Boost Africa contribuera à lever 1 milliard d'EUR (656 milliards de XAF) de nouveaux investissements en soutenant des fonds qui investissent à leur tour dans des entreprises. Elle permettra ainsi d'appuyer 1 500 entreprises innovantes et jeunes pousses actives dans des domaines de pointe et contribuera à la création de 25 000 emplois directs et 70 000 emplois indirects, tout en offrant une plateforme à la prochaine génération d'entreprises et de chefs d'entreprise africains spécialisés dans les technologies. On espère que Boost Africa donnera une réelle impulsion à un secteur très prometteur et voué à une forte croissance sur l'ensemble du continent, y compris en Afrique centrale.



tiques ou de systèmes de transport transfrontaliers, qui rendent les déplacements d'un lieu vers un autre plus efficaces et plus sûrs, ou encore de réseaux routiers et de plateformes aériennes, qui facilitent les échanges entre les pays et les régions, ainsi qu'entre les zones urbaines et rurales.

Une énergie propre vitale au Cameroun

Bien que le Cameroun soit très riche en ressources naturelles et qu'il possède un vaste potentiel de production d'hydroélectricité, l'approvisionnement électrique y est limité et peu fiable. À l'heure actuelle, seuls 50 % des Camerounais ont accès à l'électricité, une situation que le pays tente de redresser.

La BEI participe, par un prêt de 30 millions d'EUR (19,7 milliards de XAF) et aux côtés de la Banque mondiale, de l'Agence française de développement, de la Banque africaine de développement et de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale, au financement d'une infrastructure qui permettra l'électrification des zones rurales de l'est du pays : le barrage de régulation de Lom Pangar, un ouvrage de 46 mètres de haut sur la Sanaga, et sa centrale électrique de 30 MW combinée à une ligne à haute tension de 105 km. L'intervention comprend un volet « assistance technique » destiné à aider les compagnies d'électricité locales à mettre en œuvre le projet.

Le barrage de Lom Pangar contribuera à combler le déficit d'énergie qui freine le développement du pays et permettra d'éviter le recours à des énergies plus polluantes. Le nouvel ouvrage pourrait valoriser près de la moitié du potentiel hydroélectrique du Cameroun, estimé à 6 000 MW, en réduisant les variations de débit saisonnières en aval du fleuve et en élargissant l'accès à l'électricité. Les recettes annuelles augmenteront à mesure que d'autres centrales

seront construites sur la Sanaga. Le taux de rentabilité économique du projet est estimé à 14 %. Ce développement de l'offre sera utile pour faire face à l'augmentation de la demande d'énergie dans le pays, mais aussi pour réduire le montant de la facture énergétique et les émissions de carbone.

Financer les petites entreprises en RDC

Les petites entreprises sont le moteur de toute économie. Or, en Afrique centrale, elles souffrent souvent du manque de capacités des secteurs financiers locaux. En raison du faible taux de pénétration des banques locales, ces petites entreprises ont beaucoup de mal à obtenir les crédits nécessaires à leur développement. Mais il existe une solution pour y remédier et pallier le déficit de financement : la microfinance. La BEI a donc investi dans plusieurs fonds qui investissent à leur tour dans des institutions financières locales. Les modes opératoires sont multiples, mais le résultat escompté est le même : apporter des financements à ces petites entreprises sous forme de microcrédits ou de petits prêts, et leur donner les moyens de déposer leurs gains en banque en toute sécurité.

En République démocratique du Congo (RDC) par exemple, la BEI a investi dans le Fonds européen de financement solidaire pour l'Afrique (Fefisol). Ce fonds soutient un éventail d'institutions financières en Afrique, dont le Paidek (Programme d'appui aux initiatives de développement économique du Kivu), qui vise à améliorer les conditions de vie au Nord et Sud-Kivu en octroyant des petits prêts à des microentreprises en milieu rural et urbain. Il peut s'agir de petits agriculteurs, d'éleveurs, de commerçants ou d'artisans. Environ 50 % des bénéficiaires des prêts accordés par le Paidek sont des femmes. L'institution s'occupe également de gérer l'épargne, ce qui fait d'elle un premier point de contact accessible pour des services bancaires plus formels.



Pays d'Afrique centrale

- Cameroun
- Congo
- Gabon
- Guinée équatoriale
- République centrafricaine
- République démocratique du Congo
- Sao Tomé-et-Principe
- Tchad



À propos de la BEI

La BEI est la banque de l'Union européenne. Elle a pour actionnaires les 28 États membres de l'UE. Sur une année normale, elle investit environ 75 milliards d'EUR en faveur de plus de 400 projets viables et de bonne qualité dans le monde entier.

La BEI s'est engagée à soutenir les politiques européennes de développement en dehors de l'UE. Dans le cadre de l'Accord de Cotonou et de la Décision d'association outre-mer, les priorités de la Banque pour l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique (ACP) sont définies conformément au « Programme pour le changement » de l'UE.

Pour mener ses opérations en Afrique centrale, la Banque utilise plusieurs sources de financement : la Facilité d'investissement ACP, dont une enveloppe destinée à l'investissement d'impact pour les projets à fortes retombées sur le plan du développement, et ses ressources propres.



Bureau local
Immeuble le Belvédère
Rue Onambélé Nkou
Quartier Nlongkak
B.P. 847
Yaoundé, Cameroun
yaounde@bei.org

Banque européenne d'investissement
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
☎ +352 4379-1
☎ +352 437704
www.bei.org/acp

Bureau d'information
☎ +352 4379-22000
☎ +352 4379-62000
✉ info@bei.org